

# L'Eurodistrict SaarMoselle demande l'instauration d'une zone sans péage

Le 06/12/2016 18:55 par **A.D.** , actualisé le 08/12/2016 à 07:12 Vu 4518 fois



Archives L'Alsace/Thierry Gachon

## Tags

Fil Info Alsace Transports  
Allemagne Impôts

## Les plus

PARTAGER RÉAGIR  
 IMPRIMER **ABONNEZ VOUS**

Estimant que l'introduction d'un péage autoroutier dans les zones frontalières allemandes serait « un revers pour la mobilité et la perméabilité du marché de l'emploi », l'Eurodistrict SaarMoselle demande l'instauration d'une zone sans péage dans les espaces transfrontaliers.

La résolution suggère que cette zone sans péage soit fixée sur une profondeur de 40 km. «Le péage serait en outre une entrave à l'interpénétration commerciale et des loisirs de notre territoire », souligne l'Eurodistrict SaarMoselle.

Les trois Eurodistricts couvrant le territoire de l'Alsace n'ont pas pris position sur l'impact de la vignette allemande. « Cette mesure n'a pas encore été mis à l'ordre du jour de nos réunions », signale Frédéric Duvinage, le directeur de l'Eurodistrict trinational de Bâle (ETB). Patrice Harster, son collègue de l'Eurodistrict Pamina, au nord de l'Alsace, estime de que « l'effet de distorsion à la frontière » est réduit puisque le péage ne concerne plus que les autoroutes et pas le réseau secondaire comme cela avait été envisagé initialement. Dans cet espace transfrontalier, comme

dans celui de l'Eurodistrict de Strasbourg Ortenau, les frontaliers ne seront pas particulièrement pénalisés car ils pourront emprunter des routes secondaires pour se rendre à leur travail.

Dans le cadre d'un compromis conclu avec la Commission de Bruxelles, Berlin a revu à la baisse le tarif du péage autoroutier pour les automobilistes étrangers (L'Alsace du 3 décembre). Pour la vignette de dix jours, le tarif s'échelonne en cinq catégories : 2,50 €, 4 €, 8 €, 14 € et 20 €, selon la cylindrée et le niveau de pollution du véhicule. La vignette de deux mois s'élèvera entre 7 € et 40 €, selon les mêmes critères.

Cette vignette devrait être instaurée à partir de l'automne 2017, après les élections législatives en Allemagne.